

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2010)
Heft: 4

Artikel: Nucléaire : entretien avec le professeur Bassam Tahhan
Autor: Triai, Chaouki / Bassam Tahhan
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514448>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le principal souci du nucléaire n'est pas le développement d'armements nouveaux, mais la prolifération de matériels existants - à l'instar de ce SS-1 Scud B (portée : 300 km) en Afghanistan.

Désarmement

Nucléaire : Entretien avec le Professeur Bassam Tahhan

Chaouki Triai

Journaliste et universitaire, spécialiste des questions géopolitiques et sécuritaires

Le professeur Bassam Tahhan est professeur de géopolitique à l'Ecole supérieure des techniques avancées, à Paris.

RMS : Quel est votre sentiment au sujet de la signature du traité START II sur le désarmement entre le Président russe Medvedev et le Président des Etats-Unis Obama à Prague en avril dernier ?

Bassam Tahhan : A mon sens, tout cela est un échange de bons procédés. Ce n'est pas un accord très sérieux. Tout le monde sait que dans les coulisses, que ce soit les Etats-Unis ou la Russie, ces deux pays préparent des armes modernes dans le domaine du nucléaire. Les Russes préparent un nouveau sous-marin de 4^e génération. Les Américains de leur côté préparent un nouveau missile qui est capable de répondre à n'importe quelle attaque nucléaire ou pas en moins de 3/4 d'heure. C'est la société Boeing qui a déjà un projet de nouveaux missiles très modernes, qui peuvent atteindre n'importe quel point du globe terrestre. Cette gesticulation sent la haute diplomatie.

Il n'empêche que des deux côtés n'a pas été exclue l'éventualité de l'utilisation, s'il le faut, de cet armement nucléaire. Une utilisation pas effective mais comme arme de dissuasion ou dans une éventuelle guerre. L'accord START II ne concerne pas tout l'arsenal de missiles que possèdent les deux Etats. Il y a des missiles de moyenne portée, stratégique ou tactique. Il n'y a rien qui en fixe le nombre. Les deux Etats en possèdent des centaines. C'est un peu dans la tradition diplomatique de signer des accords pour apaiser les esprits et garder des relations en bon termes. Cela veut dire que nous ne sommes pas en situation de crise. Mais ne pas être en situation de crise ne signifie nullement ne pas se préparer ou développer l'armement nucléaire.

RMS : Sur cette question du désarmement, il y a le traité de non prolifération (TNP) que des Etats non pas signé et dont certains signataires possèderaient l'arme nucléaire : Inde, Pakistan,

Corée du Nord mais aussi Israël. Lors de votre passage sur France 24 en avril dernier, vous expliquiez clairement que l'Etat Hébreu en faisait référence à un accord de 1969 qui aurait été passé à l'époque entre Nixon et Golda Meir. Pourriez-vous être plus précis ?

BT : C'est un sujet très peu connu et entouré d'un certain mystère. Il est rapporté par plusieurs sources qu'il y a eu un papier en ce sens.

Permettez-moi de faire une digression. Les israéliens ont toujours été tenus à l'écart. En 1956, quand Ben Gourions a assisté, dans la banlieue parisienne, à la préparation de la guerre du Canal de Suez, il a exigé un papier qu'il a pris avec lui en repartant. Lorsqu'on lui a demandé de rendre ce papier, il a refusé. Israël a toujours tenu pour ses engagements, lors d'accords oraux, à exiger des papiers. C'est juste un rappel. En 1956, il y a eu un papier. Avant la guerre de 1967, tout le monde savait que si jamais Nasser risquait de mettre l'Etat d'Israël en péril, il répondrait par du nucléaire. Cela a été rapporté dans la presse et dans toutes les analyses alors que nous n'avions aucune preuve.

Maintenant, quand les Etats-Unis ont adopté une politique de non prolifération, il y aurait eu un accord avec Golda Meir mais aussi un papier. Quel est le contenu de ce papier dont on dit qu'il serait resté à la bibliothèque du Congrès ? Les Etats-Unis auraient clairement dit autoriser Israël d'occulter tout son dossier nucléaire et de nier carrément que ce pays en possédait. En contrepartie, les Américains fermeraient les yeux et n'évoqueraient pas l'affaire.

Or, si vous remarquez, de 1969 à ce jour, jamais les Etats-Unis n'ont cherché ou exigé d'Israël, ni poussé d'autres pays à en parler. On a juste dit qu'Israël était une force nucléaire et qu'elle possédait 200 à 300 ogives nucléaires - alors que nous avons des preuves et elles sont nombreuses.

Il y a la fuite du technicien spécialiste du nucléaire

Wanounou. Celui-ci a été enlevé à Rome par les services secrets israéliens et relâché il y peu de temps. Il a dit qu'Israël avait bel et bien des armes nucléaires.

Il y a une autre preuve celle de 1973. Les premiers jours de cette guerre qu'Israël vivait mal : celle du mois d'octobre 1973. Au moment où les Syriens avaient libéré une partie du Golan et les Egyptiens avaient traversé le Canal, Israël avait armé des missiles nucléaires, selon des sources américaines. Les Américains auraient vu cela par satellite.

Il y a aussi la gaffe ou la bourde commise par Ehud Olmert, disant qu'effectivement Israël avait l'arme nucléaire. Ensuite, il s'est rétracté. Mais il y en a d'autres. Si vous vous référez aux études du Centre Stratégique de Londres, spécialisé dans ce domaine depuis longtemps, il ne donne pas de preuves tranchantes, mais il croit savoir le nombre d'années qu'Israël possède une centrale nucléaire en mesure de produire tant d'ogives nucléaires.

Il y a quelques jours, une nouvelle pièce est à rajouter au dossier. Se sont les fuites à propos de certains accords de 1975 entre l'Afrique du Sud (Etat raciste et ségrégationniste à l'époque) et Israël. Ils avaient prévu une vente de missiles et d'armes nucléaires. Cette affaire est très récente malgré les tentatives de faire taire ce scandale et ces fuites du côté d'Israël.

Au sujet du principe du papier. Quand Netanyahu a voulu aller aux Etats-Unis, il a tenu à trancher cette affaire du papier, même si celui-ci n'existait pas. Il voulait en avoir un nouveau qui aurait le même contenu, se fondant sur le vieux -sous-entendu celui de 1969- qu'il existe ou pas. La visite de Netanyahu avait ce but là. Toujours sur ce vieux papier, un autre personnage en aurait parlé. Il s'agit de Kissinger - à l'époque le bras droit de Nixon sur les questions de sécurité nationale. Kissinger faisait beaucoup la navette et était le grand dessinateur de la politique israélo-américaine dans la région après la guerre de 1967. Cela ne m'étonne pas que Netanyahu revienne à la charge et qu'il exige un document écrit en continuant ce jeu-là.

D'autant plus qu'il y a quelques mois à Vienne, concernant le nucléaire israélien, il y a des voix qui se sont élevées exigeant la visite de leurs sites nucléaires. Cela me semble un point dissonant de la part d'Israël de continuer à l'occulter avec l'accord des américains, alors que ceux-ci cherchent à parler de non prolifération de manière publique.

Ajoutez à cela le danger pour les Américains de la Corée Nord et de l'Iran. C'est pour cela que l'on a assisté à l'absence de Netanyahu à Washington récemment, alors qu'Obama a présidé une rencontre sur le désarmement. Il n'y est pas allé parce que cela va dans la logique de ce document, qui doit évincer la question avec un accord tacite entre les deux puissances, c'est-à-dire Israël et les Etats-Unis.

BT : Cela est clair. Qu'est-ce qui poussent les autres pays justement à s'armer ? Les autres pays ne sont pas aveugles. Ils savent très bien qu'Israël est une puissance nucléaire et le pays est aux abois. Je ne pense toutefois pas que nous en arrivions là. Il ne faut pas oublier que chaque fois qu'un Etat de la région a voulu avoir l'arme nucléaire, c'était toujours dans la perspective de l'utiliser comme dissuasion contre Israël. Je me réfère en 1982 quand Ozirak, le réacteur nucléaire irakien de construction française, a été bombardé par les israéliens alors que les avions-radars américains survolaient l'Arabie Saoudite et étaient donc en mesure de prévenir les Irakiens. Ils ne l'ont pas fait. Quelle a été la déclaration de Saddam Hussein après ce bombardement ? Il pensait que c'était les Iraniens qui avaient bombardé puisqu'il était en guerre contre l'Iran de Khomeiny. Il a dit : « vous avez commis une erreur : vous avez bombardé cette centrale qui, si un jour elle produit l'arme nucléaire, ne le sera pas contre vous, mais contre Israël ».

Quand à ma thèse, la voici. Pourquoi les gaullistes - Jacques Chirac était alors Premier Ministre - ont donné à Saddam ce réacteur ? C'est pour rééquilibrer (...) les rapports avec Israël, étant donné que les socialistes de Guy Mollet en 1956 avaient donné à Israël le nucléaire. En contrepartie, Israël attaquait l'Egypte. C'est le scénario de la guerre du Canal de Suez. Là, on voyait en Saddam Hussein un « président panarabe » qui aime son pays et qui est pour le développement. Une sorte de « de Gaulle » version arabe (...).

Propos recueillis par Chaouki Triai

RMS : En 2003, un rapport de l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA) indiquait que la sur-militarisation de l'Etat d'Israël était une menace pour la région du Proche-Orient. Qu'en pensez-vous ?